

*L'ajournement*

points pour faire approuver leur demande, tandis que les autres immigrants ont normalement besoin de 70 points. Voilà qui démontre que l'argent est synonyme de pouvoir pour le gouvernement actuel, il permet à certains d'acheter leur admission au Canada. Cela donne également aux nouveaux venus une fausse idée des valeurs canadiennes qui, je l'avais espéré, seraient fondées sur l'équité et l'égalité.

On déplore également ici au Canada un énorme arriéré de dossiers de demandeurs du statut de réfugié qui attendent encore qu'on décide de les autoriser ou non à rester comme immigrants reçus. À la fin de 1988, cet arriéré se chiffrait à plus de 107 000 requérants, dont environ 100 000 n'avaient même pas encore obtenu leur entrevue initiale. Voilà ce que donne notre nouveau processus simplifié.

En 1989, lorsque le nouveau système de détermination du statut de réfugié a été mis en oeuvre, le gouvernement a dit qu'il n'y aurait plus d'arriéré; or, 7 000 des derniers demandeurs font partie d'un nouvel arriéré et attendent toujours une décision. Avec le nouveau régime, des revendicateurs du statut de réfugié ont dû attendre jusqu'à quatre mois pour obtenir l'audition établissant s'il y a un fondement, qui est seulement la deuxième étape du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour accélérer ce processus?

• (1905)

Nous devons également accorder aux revendicateurs des permis de travail et une formation linguistique pendant leur attente afin qu'ils aient une certaine sécurité. De plus, leurs enfants doivent fréquenter l'école.

Partout dans le monde, des milliers de réfugiés, particulièrement des pays de l'Asie du Sud-Est et de Hong Kong, attendent dans des camps qu'un pays les accueille. Bon nombre vivent dans des logements surpeuplés où les installations sanitaires sont insuffisantes et où les maladies contagieuses et les actes de violence sont courants. L'arrivée quotidienne d'autres réfugiés grève des installations limitées, surtout à Hong Kong, qui n'a pas beaucoup d'espace. Le Canada critique ouvertement la décision de Hong Kong de rapatrier ces réfugiés, mais pourtant nous n'ouvrons pas nos portes pour recevoir ces réfugiés et atténuer les problèmes à Hong Kong.

Les néo-démocrates croient en une politique d'immigration plus juste qui donne la priorité absolue à la réunification des familles. Dans de nombreuses cultures, le terme «famille» a un sens très large. Il comprend la

famille étendue, et notre politique d'immigration devrait en tenir compte. Dans un Canada multiculturel, nous croyons que la famille doit comprendre les membres de la famille élargie.

Ceux qui immigreront au Canada ont beaucoup de mal à s'adapter à leur nouveau milieu et aux valeurs d'une nouvelle société, et pourtant le gouvernement restreint le programme de formation linguistique des arrivants. C'est un bon programme mais l'interruption du financement le rend inefficace pour un grand nombre, les femmes en particulier. Il faut que cela change.

Nous avons aussi protesté à maintes reprises contre les restrictions du Programme de formation linguistique et d'instruction civique, que le gouvernement supprime complètement. Cela veut dire que les nouveaux arrivants, surtout les femmes et ceux qui ne font pas partie de la population active, n'obtiendront pas les services d'adaptation dont ils ont besoin.

Je prie encore une fois le ministre de reconsidérer le programme des immigrants-investisseurs et de rétablir le Programme de formation linguistique et d'instruction civique afin que l'admission au Canada soit juste et équitable et que les nouveaux Canadiens reçoivent l'aide dont ils ont besoin pour s'intégrer rapidement dans un Canada multiculturel.

**M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir compléter la réponse que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a fournie le 13 décembre dernier à la députée de Vancouver-Est au sujet du programme visant à attirer au Canada des investisseurs étrangers.

Or, ces investisseurs étrangers, leur conjoint et leurs personnes à charge représentent 1,1 p. 100 de tous les immigrants accueillis en 1989. Depuis que nous avons mis ce programme en application en janvier 1986, le Canada a accueilli à ce titre 3 000 immigrants, y compris les investisseurs, leur conjoint et leurs personnes à charge. Au cours de cette même période, le Canada a accueilli plus de 550 000 immigrants.

Ces investisseurs viennent accroître les réserves de capitaux auxquelles peuvent avoir accès les exploitants de petites et moyennes entreprises au Canada. Ce programme, qui bénéficie de l'appui de toutes les provinces, constitue un moyen utile et propre à favoriser le développement économique régional et professionnel au Canada. L'argent de ces immigrants doit servir surtout à accroître et à préserver les emplois au Canada. Néanmoins, ce programme relativement récent a besoin d'être ajusté.